Les nouvelles routes de la soie et le financement des infrastructures

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'initiative et la position de Singapour

Le président Xi Jinping a présenté la ceinture économique de la route de la soie à l'université Nazarbaïev d'Astana le 7 septembre 2013. Le mois suivant, dans un discours prononcé en Indonésie, il a proposé la route de la soie maritime du XXIe siècle. Depuis 2016, le programme d'ensemble porte en anglais le nom de Belt and Road Initiative (nouvelles routes de la soie). Il comprend aujourd'hui des projets dans plus de 150 pays.[1] Le financement est venu des banques publiques chinoises de développement, des banques commerciales d'État et de nouveaux fonds. Le Silk Road Fund a été créé en décembre 2014 avec un capital de 40 milliards de dollars US et de 100 milliards de renminbis. À elle seule, la Bank of China a prêté plus de 185 milliards de dollars US à des projets des nouvelles routes de la soie entre 2015 et 2020.[2]

La position de Singapour au sein de l'initiative est singulière. La cité-État n'a besoin d'aucun financement extérieur pour ses propres infrastructures, mais elle est un investisseur majeur dans les projets des nouvelles routes de la soie.[3] Le corridor économique Chine-péninsule indochinoise de l'initiative aboutit à Singapour.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'ouverture de la ligne ferroviaire entre Boten et Vientiane, au Laos, a comblé la dernière lacune d'un réseau ferré continu entre l'Europe occidentale et Singapour. Le gouvernement singapourien a soutenu l'initiative sur le principe, tout en se présentant comme un centre neutre de services financiers, juridiques et professionnels pour les projets de la région. Le Premier ministre Lee Hsien Loong a participé au deuxième Forum des nouvelles routes de la soie à Pékin en avril 2019.[4]

Infrastructure Asia et le financement de projets

Les besoins de financement des infrastructures dans la région sont considérables. Infrastructure Asia, un bureau de facilitation de projets créé par le gouvernement singapourien par l'intermédiaire d'Enterprise Singapore et de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), cite une estimation selon laquelle l'Asie en développement a besoin de 26 billions de dollars US d'investissements dans les infrastructures entre 2016 et 2030, soit environ 1,7 billion de dollars US par an. L'investissement effectif est estimé à 881 milliards de dollars US par an, moins de la moitié des besoins.[5] Le bureau travaille avec les gouvernements, les promoteurs ainsi que les banques commerciales et multilatérales pour rendre les projets finançables. Son mandat est régional et ne fait aucune référence aux nouvelles routes de la soie. Dans les faits, toutefois, de nombreux projets en Asie du Sud-Est font intervenir des entreprises de construction chinoises, des prêteurs chinois, ou les deux.

La contribution de Singapour à ces projets tient aux fonctions qu'assure une place financière. Les banques établies à Singapour montent des crédits syndiqués et des financements de projets, souvent aux côtés de banques chinoises. Les assureurs et réassureurs couvrent les risques de construction et les risques politiques. Les cabinets d'avocats rédigent les contrats, fréquemment soumis au droit anglais ou au droit singapourien. Les litiges sont soumis à l'arbitrage à Singapour. Les entreprises de construction et les prêteurs chinois utilisent aussi des entités singapouriennes comme véhicules de détention et de financement pour des projets régionaux, ce qui fait de la ville un centre de comptabilisation pour une partie des nouvelles routes de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

la soie. Le volume de ces activités ne fait pas l'objet d'une statistique distincte. Les affirmations sur la part de Singapour dans le financement des nouvelles routes de la soie doivent donc être accueillies avec prudence.

Le règlement des litiges des nouvelles routes de la soie

La dimension des services juridiques revêt une importance particulière. En 2025, les parties de Chine continentale formaient le plus grand groupe d'utilisateurs étrangers du Singapore International Arbitration Centre (SIAC), avec 378 parties, devant le Vietnam, l'Inde et la Thaïlande.[6] Ce chiffre s'explique en partie par une série d'affaires connexes dans lesquelles le Centre est intervenu comme autorité de nomination. Il n'en reste pas moins que les entreprises chinoises et leurs cocontractants trouvent manifestement un intérêt à un siège neutre hors du système juridique chinois, que les cocontractants des entreprises d'État chinoises préfèrent souvent.

Les juridictions ont renforcé cette offre. Le 31 août 2018, la Supreme Court of Singapore et la Cour populaire suprême de Chine ont signé un mémorandum d'orientation sur la reconnaissance et l'exécution des jugements de condamnation pécuniaire. Le mémorandum n'a aucun effet juridique contraignant. Il décrit néanmoins les conditions dans lesquelles les tribunaux de chaque partie peuvent reconnaître les jugements de l'autre.[7] La Singapore International Commercial Court (SICC), étudiée au chapitre III de la partie F, compte parmi ses International Judges un juge de la République populaire de Chine, Zhang Yongjian.[8] Avec l'arbitrage, ces dispositifs ont familiarisé les entreprises chinoises avec l'infrastructure singapourienne de règlement des litiges.

Dette, risques et réputation

Les nouvelles routes de la soie ont aussi suscité la controverse. Des critiques ont soutenu que leurs prêts accablent les pays emprunteurs d'une dette insoutenable, même si les chercheurs contestent largement l'accusation d'une « diplomatie du piège de la dette » délibérée. Une étude d'AidData de 2023 a constaté que certains ports financés dans le cadre de l'initiative pourraient aussi servir de futurs besoins

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

navals chinois.[9] Pour les établissements singapouriens qui participent au financement de projets, ces débats se traduisent en risques concrets : défaut souverain, renégociation des prêts, changement politique dans l'État emprunteur et atteinte à la réputation si un projet se trouve associé à la corruption ou à des dommages environnementaux. Les banques singapouriennes ont par ailleurs adopté leurs propres politiques sur le financement des centrales au charbon, qui constituaient une catégorie importante des investissements chinois antérieurs à l'étranger. Le chapitre II de la partie K traite de la finance durable.

Notes

1. Wikipedia, « Belt and Road Initiative » (consulté en novembre 2026) : ceinture économique de la route de la soie présentée par Xi Jinping à l'université Nazarbaïev d'Astana le 7 septembre 2013 ; route de la soie maritime du XXIe siècle proposée dans un discours en Indonésie « the following month » ; nom anglais « Belt and Road Initiative » depuis 2016 ; « projects in more than 150 countries ». ↩
2. Wikipedia, « Belt and Road Initiative » (consulté en novembre 2026) : Silk Road Fund créé en décembre 2014 avec un capital de 40 milliards de dollars US et de 100 milliards de RMB ; la Bank of China a prêté plus de 185 milliards de dollars US à des projets BRI de 2015 à 2020 ; l'ICBC plus de 100 milliards de dollars US jusqu'en avril 2019. ↩
3. Wikipedia, « Belt and Road Initiative » (consulté en novembre 2026), section sur les soutiens : « Singapore needs no outside infrastructure finance but is a major investor in BRI projects » ; le corridor Chine-péninsule indochinoise relie le sud de la Chine à Singapour ; la ligne Boten–Vientiane a comblé la dernière lacune d'un réseau ferré continu entre l'Europe occidentale et Singapour. ↩
4. Ministry of Foreign Affairs of Singapore, page pays « People's Republic of China » (consulté en novembre 2026) : le Premier ministre Lee Hsien Loong a participé au 2e Forum des nouvelles routes de la soie à Pékin du 25 au 29 avril

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2019 ; le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan a pris part à la visioconférence BRI sur la coopération face au COVID-19 le 18 juin 2020. ↩

5. Infrastructure Asia, « About us » (infrastructureasia.org, consulté en novembre 2026) : créé par le gouvernement singapourien par l'intermédiaire d'Enterprise Singapore et de la Monetary Authority of Singapore en tant que « project facilitation office » ; page d'accueil : l'Asie en développement a besoin de 26 billions de dollars US de 2016 à 2030 (environ 1,7 billion de dollars US par an), mais n'investit qu'environ 881 milliards de dollars US par an selon les estimations. ↩

6. SIAC, *Annual Report 2025*, Statistics 2025, « Geographical Origin of Parties » : Chine continentale 378 parties, Vietnam 337, Inde 178, Thaïlande 100, États-Unis 83 ; les chiffres de la Chine et du Vietnam ont été gonflés par une série d'affaires connexes dans lesquelles le SIAC est intervenu comme autorité de nomination. ↩

7. Supreme Court of Singapore et Cour populaire suprême de la RPC, Memorandum of Guidance on Recognition and Enforcement of Money Judgments in Commercial Cases, 31 août 2018 ; signé par Zhou Qiang et Sundaresh Menon ; art. 2 : « This memorandum has no binding legal effect ». ↩

8. Singapore Courts, « Judges » (SICC), judiciary.gov.sg, dernière mise à jour le 20 octobre 2026 : Zhang Yongjian parmi les 26 International Judges. ↩

9. Wikipedia, « Belt and Road Initiative » (consulté en novembre 2026) : les accusations de « debt-trap diplomacy » sont « widely disputed by researchers » ; une étude d'AidData de 2023 a constaté que certains ports financés par la BRI soulèvent des préoccupations de double usage. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com